

LHL

N° 1 24/CA du Répertoire

N° 99-122/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : Port Autonome de Cotonou

C/
SOGOPI

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 04 octobre 1999 enregistrée au greffe de la Cour le 13 octobre 1999 sous le n° 1069/GCS par laquelle Maître Jacques MIGAN, avocat à la cour d'appel de Cotonou a introduit un recours en interprétation des termes du protocole d'accord signé le 06 mars 1992 entre SOGOPI et le Port Autonome de Cotonou ;

Vu la mise en demeure faite par lettre n° 1853/GCS du 20 octobre 1999, au cabinet de Maître Jacques MIGAN réceptionnée le 27 octobre 1999 aux fins de la consignation prévue par la loi ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Victor ADOSSOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 1853/GCS du 20 octobre 1999 du greffe de la Cour réceptionnée le 27 octobre 1999 au cabinet de Maître Jacques A. MIGAN, avocat à la cour et conseil du Port Autonome de Cotonou, ce dernier a été mis en demeure de consigner la somme prévue par les dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême ;

Considérant que ce délai est arrivé à terme depuis le 13 novembre 1999 sans que la formalité légale ait été accomplie ;



Considérant que conformément à l'article 45 alinéa 1 de l'ordonnance précitée « le demandeur est tenu sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille (5 000) francs dans le délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai... » ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de déclarer au regard de la Loi, le Port Autonome de Cotonou déchu de son action ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er}. - Le Port Autonome de Cotonou est déchu de son action.

Article 2. - Les dépens sont à la charge du requérant.

Article 3. - : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative

PRESIDENT ;

Josephine OKRY-LAWIN {
et {
Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président

Le Rapporteur,

Le Greffier.

DE = 2000F

Enregistré à Cotonou le 04/01/06
Fo 24 Case 0054
Reçu Deux mille francs.
L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO

[Signatures]